



Postulat - 24_POS_39 - Vincent Bonvin et consorts au nom Les Vert.e.s - La diversité de la presse est en péril : tirons la sonnette d'alarme

Texte déposé :

La récente décision de Tamedia de supprimer 90 postes dans les rédactions en Suisse, dont de nombreux journalistes, interpelle profondément. En effet, TX Group, propriétaire de Tamedia, engrange des dizaines de millions de bénéfices chaque année tout en accentuant l'appauvrissement du paysage médiatique romand.

Cela démontre que le but premier de la presse n'est pas tant de tenir son rôle de quatrième pouvoir dans la démocratie, mais de maximiser les profits des actionnaires. Certes, la nécessité de profit est légitime dans une situation de marché libre, mais la presse est-elle un bien comme un autre ? N'a-t-elle pas une mission essentielle au bon fonctionnement de notre démocratie ? Dans ce contexte, les pouvoirs politiques ne peuvent pas rester de simples observateurs et doivent agir pour consolider une presse libre, locale et diversifiée. Mais comment sommes-nous arrivés là ?

Depuis l'arrivée d'Internet, les cartes ont été rebattues. Les recettes publicitaires et les petites annonces, autrefois sources de revenus clés pour la presse papier, se sont massivement détournées vers le numérique. Des plateformes en ligne comme Ricardo.ch ou Homegate.ch génèrent aujourd'hui d'énormes profits, qui, auparavant, alimentaient les caisses des médias traditionnels. Ironiquement, les grands groupes comme Ringier et Tamedia, qui ont racheté ces sites, en tirent des bénéfices, mais ne réinvestissent pas ces gains dans leurs titres de presse. Pour preuve, TX Group, propriétaire de Tamedia a fait 2,2 milliards de bénéfice au cours des 15 dernières années et a reversé 670 millions de dividendes à leurs actionnaires.

Dans ce contexte de démantèlement, il est de notre devoir de rappeler que **la presse locale et régionale est indispensable à la démocratie**. Elle offre une couverture de proximité essentielle, permettant aux citoyens de suivre les affaires locales et de participer activement à la vie démocratique. En Romandie, nous ne pouvons pas nous contenter des médias nationaux ou internationaux, qui ignorent souvent nos réalités locales. La presse locale, en fournissant des informations vérifiées, constitue aussi un rempart contre la désinformation et les *fake news* qui prolifèrent sur les réseaux sociaux. Sans une presse locale forte, le lien entre les citoyens et leurs institutions s'effrite, menaçant la participation civique et la qualité du débat public.

À ce titre, l'enveloppe votée par le Grand Conseil en 2021, bien que nécessaire, n'a pas permis de résoudre les problèmes structurels du secteur. Malgré ces efforts, l'impact de ces mesures reste limité face aux suppressions de postes et à la concentration croissante des médias. En témoignent les récentes réductions de postes et l'appauvrissement programmé, auxquels s'ajoute une dynamique similaire à la RTS, qui a également annoncé une réduction de son offre et des mesures drastiques d'économie. Alors que faire ?

Reconnaître que la presse n'est pas un bien comme les autres. Elle est un pilier essentiel de la démocratie, garantissant une information diversifiée et de qualité. C'est pourquoi une intervention publique proportionnée et plus conséquente est indispensable. D'abord, en reconnaissant la presse locale et régionale comme un bien public. Ensuite, en investissant dans des mesures ciblées pour soutenir la diversité, l'indépendance et la qualité de la presse. Sans cela, le rôle de la presse comme gardienne de la démocratie risque de s'éroder irrémédiablement.

Par conséquent, nous avons l'honneur de charger le Conseil d'État d'étudier l'opportunité de prendre des mesures pour garantir une presse locale et régionale qui joue son rôle de quatrième pouvoir de notre démocratie et demandons :

- Une évaluation de l'impact des suppressions de postes chez Tamedia sur l'accès des citoyens vaudois à une information locale et régionale de qualité.
- Une évaluation de l'impact de la stratégie de soutien aux médias locaux déjà mise en place.
- De reconnaître la presse locale et régionale comme un bien public essentiel à la démocratie.
- De proposer une nouvelle stratégie robuste pour garantir une presse locale diversifiée, indépendante et de qualité, capable d'exercer pleinement son rôle de quatrième pouvoir.
- D'appeler à un financement complémentaire au niveau national par une contribution des entreprises numériques, pour soutenir la presse indépendante.

Conclusion : Renvoi à une commission avec au moins 20 signatures

Cosignatures :

1. Alberto Mocchi (VER)
2. Anna Perret (VER)
3. Aude Billard (SOC)
4. Cédric Echenard (SOC)
5. Cédric Roten (SOC)
6. Céline Misiego (EP)
7. Claude Nicole Grin (VER)
8. Didier Lohri (VER)
9. Géraldine Dubuis (VER)
10. Hadrien Buclin (EP)

11. Isabelle Freymond (SOC)
12. Joëlle Minacci (EP)
13. Laure Jaton (SOC)
14. Laurent Balsiger (SOC)
15. Laurent Miéville (V'L)
16. Martine Gerber (VER)
17. Monique Ryf (SOC)
18. Muriel Thalmann (SOC)
19. Nathalie Jaccard (VER)
20. Oleg Gafner (VER)
21. Patricia Spack Isenrich (SOC)
22. Pierre Fonjallaz (VER)
23. Pierre Zwahlen (VER)
24. Sabine Glauser Krug (VER)
25. Sylvie Pittet Blanchette (SOC)
26. Sylvie Podio (VER)
27. Thanh-My Tran-Nhu (SOC)
28. Théophile Schenker (VER)
29. Valérie Zonca (VER)
30. Vincent Jaques (SOC)
31. Vincent Keller (EP)
32. Yannick Maury (VER)
33. Yves Paccaud (SOC)